Extrait du El Correo
$\underline{https://www.elcorreo.eu.org/Quand-le-capitalisme-souffre-il-faut-sacrifier-la-democratie}$
Quand le capitalisme souffre, il
faut sacrifier la démocratie
radi Sacrifici la dell'ociatic
- Réflexions et travaux -
Date de mise en ligne : mercredi 14 décembre 2011
Copyright © El Correo - Tous droits réservés
Copyright © Li Correo - Tous divies reserves

Copyright © El Correo Page 1/4

Quand le capitalisme souffre, il faut sacrifier la démocratie

« Ce que nous dit cette agence [S&P] est clair : pour les investisseurs, la zone euro et l'Europe ont besoin d'un cadre politique rigoureux, structuré, efficace, capable sur le moyen et long terme de tenir ses engagements ». « D'une certaine façon, c'est un appel à une gouvernance politique et économique plus solide, et notre réponse est sans ambiguïté : c'est l'accord franco-allemand élaboré hier (lundi 5 décembre) par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel », a déclaré le Premier ministre français François Fillon devant l'Assemblée Nationale après avoir commenté l'annonce de S&P à propos d' une éventuelle dégradation de la notation du crédit de 15 pays de la Zone-euro (ZE).

L'accord *Merkozy*, comme titre la presse, impose l'austérité à perpétuité pour la ZE grâce à des sanctions automatiques pour les pays qui violent les limites des déficits budgétaires, et en ancrant des limites sur la dette fiscale, dans les Constitutions des États membres de l'Union Européenne (UE), comme le définit succinctement l'agence *Bloomberg*. Grâce à la menace des marchés, c'est-à-dire de *S&P*, l'accord Merkozy sera probablement accepté quand se réuniront, ce vendredi 9 décembre, les dirigeants des 27 pays de l'UE, dont 17 font partie du ZE.

L'ombre de la « Commission Trilatérale ».

Dans un entretien avec *Mediapart* [1] l'historien et l'anthropologue français Emmanuel Todd aborde la crise politique européenne et déclare que dans les parties faibles de la ZE, « ou bien toute la zone sauf l'Allemagne », les nations sont confrontées à une « forme d'hybridation » qu'il définit comme la nomination sous la pression de Berlin de technocrates qui ont préalablement travaillé pour *Goldman Sachs* (G&S) pour mettre en ordre les finances publiques.

C'est certain, mais on pourrait ajouter quelque chose autant ou plus important. Lucas Papademos et Mario Monti, que la Troika (la Commission Européenne, FMI et la Banque Centrale Européenne) a nommé Premiers ministres respectivement de la Grèce et de l'Italie, en plus d'être banquiers et à un moment ou un autre des hommes de *G&S*, sont des membres actifs de la *Commission Trilatérale* [2] qui a eu tant d'importance dans les années 70 et 80 et qui reste aussi active et influente que toujours mais qui, depuis ce temps-là , « vole sous de la zone du radar » de l'avis journalistique.

Par conséquent il est difficile d'analyser la crise de la démocratie libérale dans le contexte de la grande crise du capitalisme - qui n'affecte pas seulement la ZE mais d'autres pays du capitalisme avancé - sans s'en remettre à cette *Commission Trilatérale* (CT) fondée en 1973, dans le contexte de la crise du pétrole, et plus précisément du rapport de la *Trilatérale* de 1975 intitulée « *La Crise de la Démocratie* », élaboré par le sociologue français Michel Crozier, le politologue américain Samuel Huntington et le sociologue japonais Joji Watanuki [3].

On peut argumenter que ce rapport, rédigé il y a 36 ans, ne correspond pas à la réalité d'aujourd'hui. L'UE n'existait pas sous sa forme actuelle et l'euro était à 25 ans de distance. Mais le rapport est d'une grande actualité parce qu'il désigne, du point de vue des intérêts des multinationales et du grand capital qui se lançait à universaliser la libéralisation commerciale et financière, le néolibéralisme, les menaces intrinsèques à la démocratie, qui ne sont pas autres que celles provenant de ceux qui veulent que la démocratie soit réelle, non fictive. Et plusieurs, qui sait la majorité des citoyens, en particulier les jeunes qui veulent un avenir, se reconnaîtront parmi ceux qui font partie de cette menace intrinsèque.

Après avoir souligné comme « l'un des principaux défis » pour les intellectuels et les groupes liés qui affirment leur dégout pour la corruption, le matérialisme, l'inefficacité de la démocratie et la soumission des gouvernements démocratiques au « capitalisme monopolistique », le rapport mentionné exprime que « finalement, et peut-être c'est le plus sérieux, il y a des défis intrinsèques à la viabilité des gouvernements démocratiques qui surgissent directement du fonctionnement de la démocratie (...) Plus démocratique est le système, plus grande, est, la possibilité qu'il soit mis en danger par les menaces intrinsèques (...) Il y a des raisons profondes pour le

Copyright © El Correo Page 2/4

Quand le capitalisme souffre, il faut sacrifier la démocratie

pessimisme si les menaces à la démocratie surgissent inéluctablement depuis le fonctionnement inhérent au processus démocratique lui- même. Encore, dans les années récentes, les opérations du processus démocratique semblent avoir généré en effet, une faillite des moyens traditionnels de régulation sociale, une délégitimisation de la politique et d'autres formes d'autorité, et une surcharge de demandes sur les gouvernements, excédant leur capacité de répondre ».

Dans ce rapport et en se référant à comment « restaurer le bilan entre la vitalité et la gouvernabilité dans le système démocratique », nous pouvons lire que « une fois Al Smith a souligné que 'le remède unique pour les malheurs de la démocratie est plus de démocratie'. Notre analyse suggère qu'appliquer tel remède en ce moment ce serait comme jeter de l'huile sur le feu. En réalité, certains des problèmes actuels de gouvernabilité aux États-Unis dérivent d'un excès de démocratie ». Et la Trilatérale continue de pointer que la démocratie « est seulement l'une des manières de constituer l'autorité, et ce n'est pas nécessairement celle qui peut être applicable universellement. Dans beaucoup de situations il y a une demande d'habileté, de hiérarchie, d'expérience, et jusqu'aux revendications selon lesquelles la démocratie est une voie pour faire autorité, elle pourrait être annulée par des talents spéciaux » (page 113).

Facile de comprendre ce qui se passe dans la ZE, et pourquoi deux membres actifs de la *Trilatérale* - Papademos et Monti - sont où ils se trouvent, si nous nous rappelons que ce rapport de la *Trilatérale*, après avoir analysé la « vulnérabilité » de la démocratie par une plus grande participation sociale d'individus très éduqués et mobiles qui dénoncent l'inégalité croissante, le chômage et l'élimination des conquêtes sociales et économiques, exprimait que « il y a (...) potentiellement des limites souhaitables à l'étendue indéfinie de la démocratie politique » (page 115).

Enfin, dans cette époque de domination des marchés la démocratie n'a pas de remède : « L'esprit démocratique est égalitariste, individualiste, populiste, et impatient avec les distinctions de classe et de rang. L'étendue de cet esprit affaiblit les menaces traditionnelles envers la démocratie que posent des groupes comme l'aristocratie, l'église et les militaires. Mais en même temps un esprit pénétrant de démocratie établit peut-être une menace intrinsèque et mine toutes les formes d'association, affaiblit les liens sociaux qui maintiennent unies les familles, les entreprises et la communauté. Chaque organisation sociale requiert, d'une certaine mesure, des inégalités dans l'autorité et les distinctions dans les fonctions » (page 162)

Ce que nous voyons dans l'UE, aux États-Unis et dans d'autres pays du capitalisme avancé, est le rétablissement de l'autorité du capital sur la société. Pour le capitalisme dans sa forme actuelle la démocratie est une gêne, une menace intrinsèque.

Traduit de l'espagnol pour El Correo par : Estelle et Carlos Debiasi

[Contrat Creative Commons]

Cette création par http://www.elcorreo.eu.org est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported.

El Correo. Paris, le 13 décembre 2011.-

Post-scriptum:

Copyright © El Correo Page 3/4

Quand le capitalisme souffre, il faut sacrifier la démocratie

* Alberto Rabilotta est journaliste argentin depuis 1967. Au Mexique por la « Milenio Diario de Mexico » Correspondant de Prensa Latina au Canada (1974). Directeur de Prensa Latina Canada, pour l'Amérique du Nord (1975-1986) Mexique, USA, Canda. Correspondant de l'Agencia de Services Spéciaux d'Information, ALASEI, (1987-1990). Correspondant de l'Agencia de Noticias de México, NOTIMEX au Canada (1990-2009. Editorialiste sous de pseudonymes -Rodolfo Ara et Rocco Marotta- pour « Milenio Diario de Mexico » (2000-2010, Collaborateur d'ALAI, PL, El Correo, El Independiente et d'autres l medias depuis 2009.

- [1] [Interview avec Emmanuel Todd dans Mediapart et dans Rebelión
- [2] Voir la liste des membres de la Commission Trilatérale

[3] <u>Le rapport</u> (TFR 8 - *The Crisis of Democracy*); Pour situer les objectifs de la création de la *Commission Trilatérale* cela vaut la peine de se référer au <u>« Powell Manifesto »</u> de 1971; Et à l'analyse de Noam Chomsky « <u>L'administration Carter: Des mythes et des Réalités</u> ».

Copyright © El Correo Page 4/4